

to bring about both security and disarmament by successive stages.

The fate of the USSR proposals depended on two conditions: international confidence and co-operation. There was a striking contrast between the wording of those proposals and the tone in which USSR statements were made.

If only there appeared some glimmer of hope of progress towards international co-operation, the work of building up peace could be started again and the peoples of the world would regain hope.

Mr. MANUILSKY (Ukrainian Soviet Socialist Republic), supported by Dr. SOLH (Lebanon) and Mr. MODZELEWSKI (Poland) moved that the meeting should be adjourned.

The motion was adopted.

The meeting rose at 4.55 p.m.

HUNDRED AND FIFTY-SEVENTH MEETING

Held at the Palais de Chaillot, Paris, on Tuesday, 12 October 1948, at 10.30 a.m.

Chairman: Mr. COSTA DU RELS (Bolivia).

21. Continuation of the discussion on the prohibition of the atomic weapon and the reduction by one-third of the armaments and armed forces of the permanent members of the Security Council: item proposed by the Union of Soviet Socialist Republics (A/658)

Mr. SOLH (Lebanon) said that the problem of disarmament was of concern to the small Powers since in time of war it was the smaller countries which suffered most. They desired a peace based on justice and had joined the United Nations with that conviction. It was courageous to fear war; hence thorough study should be made of any proposal for disarmament, whether it came from the East or the West, with a view to unanimous acceptance.

The criticisms of the USSR proposal extended only to its application and not to its principles, to which all adhered. It had been said that confidence must come first, but that confidence must come from agreement on those questions which divided the nations. It was also said that collective security must come before disarmament, but a system of collective security already existed in the Charter of the United Nations; its principles remained to be applied in the spirit of San Francisco. Instruments of arbitration existed, but no one could be asked to disarm until an organ of international control had been established. In connexion with the criticism that the USSR proposal permitted abusive application of the veto, in his opinion such matters as checking and verifying the implementation of disarmament could be

selon lequel des étapes successives étaient prévues dans le double domaine de la sécurité et du désarmement.

Confiance et collaboration internationales, telles sont les conditions mêmes desquelles dépend le sort des propositions de l'URSS. Or, le contraste est frappant entre le texte de ces propositions et le ton des interventions des représentants de l'URSS.

Si la possibilité apparaissait de réaliser quelque progrès dans la voie de la collaboration internationale, le travail d'édification de la paix pourrait être repris et les peuples renaîtraient à l'espoir.

M. MANUILSKY (République socialiste soviétique d'Ukraine) appuyé par le Dr SOLH (Liban) et par M. MODZELEWSKI (Pologne) présente une motion d'ajournement.

Cette motion est adoptée.

La séance est levée à 16 h. 55.

CENT-CINQUANTE-SEPTIÈME SÉANCE

Tenue au Palais de Chaillot, Paris, le mardi 12 octobre 1948, à 10 h. 30.

Président: M. COSTA DU RELS (Bolivie).

21. Suite de la discussion sur l'interdiction de l'arme atomique et la réduction d'un tiers des armements et des forces armées des membres permanents du Conseil de sécurité: point proposé par l'Union des Républiques socialistes soviétiques (A/658)

M. SOLH (Liban) déclare que le problème du désarmement préoccupe les petites Puissances car, en temps de guerre, ce sont les petits pays qui souffrent le plus. Ils désirent une paix fondée sur la justice et ont adhéré à l'Organisation des Nations Unies dans cette conviction. C'est faire preuve de courage que de craindre la guerre; il faut donc étudier de façon approfondie, aux fins d'une acceptation unanime, toute proposition de désarmement, qu'elle émane de l'Est ou de l'Ouest.

Les critiques faites à la proposition de l'URSS ne portent que sur son application et non sur ses principes, lesquels reçoivent l'adhésion de tous. On a dit que la confiance doit tout d'abord être créée, mais une telle confiance ne peut naître que d'un accord sur les questions qui divisent les nations. On a également dit que la sécurité collective doit précéder le désarmement, mais il existe déjà dans la Charte de l'Organisation des Nations Unies un système de sécurité collective dont les principes restent à être appliqués dans l'esprit de San-Francisco. Il existe certes des dispositions relatives à l'arbitrage, mais on ne peut demander à quiconque de désarmer avant qu'un organe de contrôle international ait été établi. Quant à la critique faite à la proposition de l'URSS en ce qu'elle permet une application abusive du veto, le représentant du Liban estime

treated as procedural, hence free from the veto. The decision to be taken by the Security Council on the control organ's reports would be subject to the rule of unanimity. He noted in this connexion that all the great Powers agreed that investigation should not be impeded in any way.

A reduction of armaments on the basis of present levels would perhaps be inequitable; hence another point of departure should be taken. He suggested 1945 as a fair date to take, with due allowance for those countries which were then under military occupation.

These were the essential points in a draft resolution which he had submitted for the consideration of the Committee (A/C.1/321).

Mr. THORN (New Zealand) thought that the important lessons to be learned from the failure of the League of Nations in the field of disarmament had been distorted by certain representatives. While he agreed with the Netherlands representative on the extreme complexity of the problem, he did not think this should be a cause for discouragement. Furthermore, no opposition on the part of vested interests could prevail against a real desire for agreement. The major cause of the League failure in respect of disarmament had been doubt and fear, especially of Germany's intentions.

Replying to the criticism expressed of the desires of certain countries for security before disarmament, he asked whether these doubts had not been justified in February 1933 when Nazism in Germany reached full flood and in October 1933 when Hitler left the Disarmament Conference. To the able diagnosis of the causes of the recent war made by the Chinese representative, he would add the absence of the United States and the USSR from the League of Nations. At San Francisco the necessity for security first had been taken as axiomatic; and the organization set up there was by agreement to be primarily an organization for security. The framers of the Charter, while not forgetful of the burdens of armaments, had cautiously conceived of disarmament as a function of security. There was room for no other kind of disarmament. The Charter pointed the way to disarmament, namely, the conclusion of agreements under Article 43 and the solution of international problems in the spirit of the principles of the Charter. Perhaps the time had come for the Assembly itself to undertake directly the task assigned specifically to it in the Charter by Article 1, of considering the principles governing disarmament and the regulation of armaments.

Mr. EL-KHOURI (Syria) did not think that the complicated matter of disarmament could be discussed in the First Committee or the General

que les questions qui ont trait au contrôle et à la vérification de la mise en œuvre du désarmement doivent être traitées comme questions de procédure, c'est-à-dire qu'elles doivent être soustraites à l'application du veto. Les décisions à prendre par le Conseil de sécurité au vu des rapports de l'organe de contrôle seront, par contre, soumises à la règle de l'unanimité. M. Solh fait remarquer, à ce propos, que toutes les grandes Puissances sont d'accord pour qu'aucune entrave ne soit apportée aux enquêtes.

Une réduction des armements sur la base de leurs niveaux actuels serait peut-être contraire à l'équité; il faut donc choisir un autre point de départ. L'année 1945 serait une date convenable, compte tenu du fait que certains pays étaient à l'époque occupés militairement.

Ces idées sont à la base d'un projet de résolution que M. Solh a déposé aux fins d'étude par la Commission (A/C.1/321).

M. THORN (Nouvelle-Zélande) estime que les leçons importantes qu'il faut tirer de l'échec de la Société des Nations dans le domaine du désarmement ont été déformées par certains représentants. S'il est bien d'accord avec le représentant des Pays-Bas sur l'extrême complexité du problème, il ne pense pas que cette complexité doive être une cause de découragement. En outre, on ne saurait permettre que l'opposition suscitée par des intérêts égoïstes l'emporte sur le réel désir d'aboutir à un accord. Les causes majeures de l'échec de la Société des Nations dans le domaine du désarmement ont été l'incertitude et la crainte où l'on se trouvait, notamment quant aux desseins de l'Allemagne.

Répondant à la critique dirigée contre la préoccupation de certains pays de voir la sécurité assurée avant le désarmement, M. Thorn demande si de tels doutes n'étaient pas justifiés en février 1933, lorsque le flot du nazisme emporta l'Allemagne, et en octobre 1933, lorsque Hitler quitta la Conférence du désarmement. Aux causes de la dernière guerre qu'a énumérées le représentant de la Chine en un diagnostic remarquable, M. Thorn ajoute le fait que les États-Unis et l'URSS étaient absents de la Société des Nations. A San-Francisco, on a pris comme axiome principal la nécessité d'assurer en premier lieu la sécurité et l'on s'est mis d'accord pour fonder une organisation visant à assurer au premier chef cette sécurité. Les auteurs de la Charte, bien que n'ignorant pas quelles charges représentent les armements, ont, par prudence, conçu le désarmement comme devant se faire en fonction de la sécurité. Il ne saurait être question d'aucun autre genre de désarmement. La Charte montre comment peut se réaliser le désarmement, à savoir par la conclusion d'accords en vertu de l'Article 43 et par la solution des problèmes internationaux dans l'esprit de la Charte. L'heure est peut-être venue où l'Assemblée doit entreprendre elle-même directement la tâche qui lui est assignée en toutes lettres par l'Article premier de la Charte, à savoir l'étude des principes qui doivent régir le désarmement et la réglementation des armements.

M. EL-KHOURI (Syrie) ne pense pas que la question complexe du désarmement puisse être discutée à la Première Commission ou à

Assembly. A commission of the Security Council had already been charged with detailed study of the question. The detailed plan of work drawn up by the commission showed that conclusions could not be improvised. Many factors were involved such as a country's political responsibility for the maintenance of peace and security, relations with its neighbours, and its military requirements for internal security, as well as considerations based on Articles 43 and 51 of the Charter. For that reason the Syrian delegation had submitted a draft proposal (A/C.1/318) to refer the entire matter back to the Commission on Conventional Armaments with the recommendation that the Commission continue its studies in accordance with its plan of work under which it could examine the other draft resolutions submitted to the Committee. He suggested that the frequently used word "disarmament" was inappropriate and should be replaced by "regulation and reduction of armaments".

Colonel HODGSON (Australia) expressed regret that the USSR proposal had been introduced at this stage since its principles and ideas had been rejected by the Assembly more than two years earlier, and discussion of it had only increased suspicion and ill-will. Even if all were motivated by the same ideals, opinions on the approach, methods and priorities of the disarmament problem would differ as they had in the League Preparatory Commission on Disarmament and in the Commission on Conventional Armaments. The real difficulty was lack of good-will and camaraderie. Those who believed that security should come first now went beyond the resolution of the General Assembly of 14 December 1946¹ and asked for international confidence first, including the implementation of Article 43, the conclusion of peace treaties and an atmosphere of good-will and co-operation. The opposing school insisted on the prohibition of atomic weapons and on disarmament before proceeding to an agreement on a system of control. The Australian Government together with France, Syria, and others who were non-permanent members of the Commission on Conventional Armaments thought that security and disarmament should proceed simultaneously by progressive stages, a view which was clearly intended by the General Assembly in its resolution.

The "security first" school had not asked for the impossible achievement of complete security for all nations. Together with those who thought security and disarmament could be combined, it had asked for adequate safeguards such as an exchange of information, verification, inspection and control. During the preparatory examination of the subject in the Commission

l'Assemblée générale. Une commission du Conseil de sécurité a déjà été chargée de l'étude détaillée de la question. Le plan de travail minutieux élaboré par cette commission montre qu'on ne peut improviser des conclusions. De nombreux facteurs entrent en jeu, tels que la responsabilité politique d'un pays dans le maintien de la paix et de la sécurité, ses relations avec ses voisins, ses besoins militaires en vue d'assurer sa sécurité intérieure, ainsi que les considérations qui découlent des Articles 43 et 51 de la Charte. C'est pourquoi la délégation de la Syrie a déposé un projet de résolution (A/C.1/318) tendant au renvoi de toute la question à la Commission des armements de type classique, à laquelle il serait recommandé de poursuivre ses études conformément à son plan de travail; aux termes de ce plan de travail, elle peut examiner les autres projets de résolution soumis à la Première Commission. Le représentant de la Syrie estime que le terme « désarmement » si souvent employé est impropre et qu'on devrait lui substituer l'expression « réglementation et réduction des armements ».

Le colonel HODGSON (Australie) regrette que la proposition de l'URSS ait été soumise à ce moment car les principes et les idées de ce projet ont été repoussés par l'Assemblée il y a déjà plus de deux ans et sa discussion n'a fait qu'aggraver la méfiance et la mauvaise volonté. Même si tous les pays étaient animés du même idéal, les conceptions concernant la façon d'aborder le problème du désarmement, les méthodes à employer et l'ordre d'urgence à fixer différeraient comme elles l'ont fait au sein de la Commission préparatoire du désarmement de la Société des Nations et à la Commission des armements de type classique. La difficulté réelle est le manque de bonne volonté et d'esprit de camaraderie. Ceux qui croient que la sécurité doit avoir le pas sur le désarmement ne s'estiment pas satisfaits par la résolution adoptée par l'Assemblée générale le 14 décembre 1946¹ et demandent d'abord le rétablissement de la confiance internationale, en particulier par la mise en application de l'Article 43, la conclusion des traités de paix et la création d'une atmosphère de bonne volonté et de coopération. L'autre école demande avec insistance l'abolition des armes atomiques et le désarmement avant toute conclusion d'accord sur un système de contrôle. Le Gouvernement australien, ainsi que la France, la Syrie et d'autres membres non permanents de la Commission des armements de type classique, pense qu'il faut réaliser simultanément et graduellement la sécurité et le désarmement, comme l'a signifié sans équivoque possible l'Assemblée générale par sa résolution.

Les partisans de la « sécurité d'abord » n'ont pas réclamé la réalisation d'une sécurité intégrale pour toutes les nations, réalisation qui se serait avérée impossible. Ainsi que ceux qui pensent que la sécurité et le désarmement peuvent être combinés, ils ont réclamé des mesures de sûreté suffisantes, telles que l'échange de renseignements, la vérification, l'inspection et le contrôle. Au cours

¹ See *Resolutions adopted by the General Assembly during the second part of its first session, resolution 41 (I)*.

¹ Voir les *Résolutions adoptées par l'Assemblée générale pendant la seconde partie de sa première session, résolution 41 (I)*.

on Conventional Armaments, each member of the Commission save one had indicated what it had done toward disarmament, but the representative of the USSR who had spoken last said no word on the position of the USSR in this regard but placed all his emphasis on the prohibition of atomic weapons and on disarmament, after which would come a control system. The same difference appeared in the plans of work submitted by the majority and by the USSR representative. Indeed, Mr. Gromyko had stated that control could not be introduced until the Security Council had taken practical measures to implement the General Assembly's resolution.

Colonel Hodgson warned the small nations that the implementation of Article 43 stressed by the United Kingdom draft resolution (A/C.1/319) would give them no real security. The Military Staff Committee had been sitting more than two years. The non-permanent members of the Security Council, though not allowed to take part in its work, were expected to rubber-stamp any agreements reached when they came before the Security Council. He criticized especially the misapplication of the unanimity rule in connexion with the Military Staff Committee's work. The First Report of the Military Staff Committee (S/336), stated clearly that the forces to be provided to the Security Council were for use only against small or medium Powers and not against a great Power aggressor. Moreover, it had not been possible to reach agreement on the principle of contribution, although common sense showed that the majority view of comparable rather than equal contributions was correct since certain nations would be unable to contribute aircraft carriers, submarines, etc.

There could be no system of disarmament unless atomic weapons were included but the fields of atomic energy and disarmament were quite distinct. The former involved control and then total prohibition, the latter a simultaneous process of control and disarmament. The General Assembly resolution had recognized this distinction by creating separate organs and yet the proposal of the USSR lumped these two fields together. The USSR proposal appeared to be directed against China which was asked to disarm in the face of Communist civil war. Moreover, the USSR proposal did not make clear whether such States as the Ukrainian Soviet Socialist Republic and the Byelorussian Soviet Socialist Republic, controlled by the USSR, would have to reduce their arms by one-third. The USSR must have known that its proposal could not be accepted as it stood and must have wanted it to be rejected in order to blame others for the disarmament failure.

Colonel Hodgson stated that his delegation could not accept the Syrian draft resolution

de l'examen préliminaire de la question à la Commission des armements de type classique, tous les membres de la Commission ont indiqué ce qu'ils ont fait pour le désarmement, à seule exception du représentant de l'URSS ; celui-ci a parlé en dernier, n'a rien dit de la situation de son pays à cet égard, mais a mis tout l'accent sur l'interdiction des armes atomiques et le désarmement, le système de contrôle venant ensuite. La même divergence de vues apparaît dans les plans de travail proposés par la majorité et par le représentant de l'URSS. M. Gromyko a déclaré, en fait, que le contrôle ne peut pas être mis en vigueur avant que le Conseil de sécurité ait pris des mesures pratiques en vue de la mise en œuvre de la résolution de l'Assemblée générale.

Le colonel Hodgson prévient les petites nations que la mise en application de l'Article 43, sur laquelle est mis l'accent dans le projet de résolution du Royaume-Uni (A/C.1/319) ne leur donnerait aucune sécurité réelle. Le Comité d'état-major siège depuis plus de deux ans. Les membres non permanents du Conseil de sécurité, bien qu'il ne leur soit pas permis de prendre part aux travaux du Comité, sont supposés donner automatiquement leur adhésion à tous les accords intervenus lorsque ceux-ci viennent devant le Conseil de sécurité. Le colonel Hodgson critique en particulier le mauvais usage de la règle de l'unanimité à propos des travaux du Comité d'état-major. Le Premier rapport du Comité d'état-major (S/336) déclare nettement que les forces qui doivent être fournies au Conseil de sécurité ne peuvent être utilisées que contre des petites ou moyennes Puissances, et non pas contre une grande Puissance qui commettrait une agression. D'autre part, il n'a pas été possible d'aboutir à un accord sur le principe de la contribution, bien que le bon sens montre que le point de vue de la majorité, à savoir, celui de contributions comparables plutôt qu'égales, est correct, puisque certaines nations seraient dans l'impossibilité de fournir des porte-avions, des sous-marins, etc.

Il ne peut y avoir de désarmement si les armes atomiques n'y sont pas incluses, mais les domaines de l'énergie atomique et du désarmement sont tout à fait distincts. Les problèmes que soulève le premier sont le contrôle, puis l'interdiction totale ; ceux que soulève le second sont constitués par un processus simultané de contrôle et de désarmement. La résolution de l'Assemblée générale a reconnu cette distinction en créant des organes séparés ; la proposition de l'URSS, par contre, ne fait qu'un de ces deux domaines. La proposition de l'URSS paraît dirigée contre la Chine, à qui on demande de désarmer alors qu'elle est en proie à la guerre civile qui oppose les communistes au Gouvernement. D'autre part, cette proposition n'indique pas clairement si des États tels que les Républiques socialistes soviétiques d'Ukraine et de Biélorussie, contrôlées par l'Union soviétique, devraient réduire leurs armements d'un tiers. La délégation de l'URSS devait savoir que sa proposition ne pouvait être acceptée telle quelle et elle souhaitait probablement qu'elle fût repoussée afin de pouvoir rejeter sur les autres la responsabilité de l'échec du désarmement.

Le colonel Hodgson déclare que sa délégation ne peut accepter le projet de résolution de la

(A/C.1/318) since it only passed the problem over to a body which was completely deadlocked. The United Kingdom draft resolution (A/C.1/319) also was completely negative and did not offer a real approach to the problem. For reasons already explained he could not accept the El Salvador draft resolution (A/C.1/320). After much consideration he had decided to submit for the Committee's consideration a draft resolution which would establish a sub-committee to examine the principles governing disarmament and to submit a resolution to the Committee (A/C.1/322).

Mr. FERNÁNDEZ (Chile), explaining the reasons for his delegation's support of the United Kingdom draft resolution, expressed mistrust of the proposal submitted by the USSR. He summarized the history of the disarmament discussions since December 1946. The USSR representative in the Security Council had, from the beginning, opposed the creation of the Commission on Conventional Armaments, insisting that the terms of reference of any commission should include the subject of atomic energy in spite of the existence of the Atomic Energy Commission. Throughout the work of the Commission on Conventional Armaments, the USSR had consistently opposed the views of the majority, and the Commission had been able to continue its work only on account of the conciliatory attitude of the majority. Yet in spite of its continued opposition to any attempt to adopt a practical system of work which would have provided a possibility of agreement on disarmament, the USSR delegation now submitted a proposal which would not be taken seriously in view of the obstructive attitude which it still maintained.

Mr. SANDLER (Sweden) supported the Australian proposal for the establishment of a sub-committee but believed that its report could not be submitted until the First Committee had had an opportunity to discuss and take a decision on the closely connected problem of atomic energy.

Mr. ROLIN (Belgium), recalling his statement at a previous meeting (A/C.2/SR.153), said that it was the first duty of the Commission to justify its rejection of the USSR proposal and consequently, he proposed that the following paragraph (A/C.1/323) be added to the United Kingdom draft resolution :

“ But considering that no useful result can be obtained by the adoption of the USSR proposal without essential information regarding the armaments which it is proposed to reduce and especially regarding the methods of the control recognized to be necessary. ”

However, he concurred in the Australian view that the United Kingdom proposal was too negative and did not express the wishes of either the United Kingdom representative himself or of many other delegations. He felt that there was danger of exaggeration of the majority thesis concerning confidence as a precondition of disarmament. Even a solution

Syrie (A/C.1/318) puisque celui-ci ne fait que proposer de transmettre le problème à un organe qui se trouve dans une impasse. Le projet de résolution du Royaume-Uni (A/C.1/319) lui aussi, est complètement négatif et ne permet pas d'entreprendre vraiment l'étude du problème. Pour les raisons déjà expliquées, il ne peut accepter le projet de résolution du Salvador (A/C.1/320). Après mûre réflexion, le représentant de l'Australie a décidé de soumettre à la Commission un projet de résolution (A/C.1/322), tendant à l'établissement d'une sous-commission qui serait chargée d'étudier les principes régissant le désarmement et de soumettre à la Commission un projet de résolution.

M. FERNÁNDEZ (Chili), expliquant les raisons pour lesquelles sa délégation appuie le projet de résolution du Royaume-Uni, exprime sa méfiance à l'égard de la proposition de l'URSS. Il rappelle les discussions sur le désarmement qui ont lieu depuis décembre 1946. Le représentant de l'URSS au Conseil de sécurité s'est, dès le début, opposé à la création de la Commission des armements de type classique ; malgré l'existence de la Commission de l'énergie atomique, il demandait que le mandat de toute commission portât également sur l'énergie atomique. Tout au long des travaux de la Commission des armements de type classique l'URSS n'a cessé de s'opposer aux vues de la majorité et la Commission n'a pu poursuivre ses travaux qu'en raison des dispositions conciliatrices de la majorité. Cependant, en dépit de son opposition constante à toute tentative visant à l'adoption d'un système de travail pratique qui eût fourni une possibilité d'accord sur le désarmement, la délégation de l'URSS soumet maintenant une proposition qui ne sera pas prise sérieusement, en raison de l'attitude d'obstruction dans laquelle elle continue à se cantonner.

M. SANDLER (Suède) appuie la proposition de l'Australie en vue de la création d'une sous-commission mais croit que celle-ci ne pourrait soumettre son rapport avant que la Première Commission ait eu l'occasion de discuter le problème étroitement connexe de l'énergie atomique et de prendre une décision à ce sujet.

M. ROLIN (Belgique), rappelant ses déclarations à une séance précédente (A/C.1/SR.153), dit que le premier devoir de la Commission est de justifier le rejet de la proposition de l'URSS et, en conséquence, il propose d'ajouter au projet de résolution du Royaume-Uni l'alinéa suivant (A/C.1/323) :

« Mais, considérant qu'aucun résultat utile ne » peut être atteint par l'adoption de la proposition » de l'URSS, faute de précisions essentielles quant » aux armements dont la réduction est suggérée » et surtout quant aux modalités du contrôle » reconnu nécessaire. »

Cependant, il est d'accord avec la délégation australienne pour estimer que la proposition du Royaume-Uni est par trop négative et n'exprime ni les vœux du représentant du Royaume-Uni, ni ceux de beaucoup d'autres délégations. Il se pourrait — et ce serait dangereux — que l'on exagère la thèse de la majorité selon laquelle la confiance constitue une condition préalable du

of the major political problems confronting the United Nations would not restore confidence while anarchy obtained with respect to armaments. The result of that anarchy was not only a feeling of insecurity, but was itself a cause of insecurity. Thus there was a vicious circle. However, he recognized that so long as there remained a grave uncertainty as to the future, it was fully understandable that the Governments of the United States and the United Kingdom should seek to increase their military strength. It was quite possible that the Belgian Government might find itself under a similar obligation. Nevertheless, he appealed to the delegations of nations which were rearming to reaffirm their desire for disarmament in spite of existing circumstances.

Mr. Rolin could not understand why it was proposed to stop the work of the Commission on Conventional Armaments. If anything was to be learned from the experience of the League of Nations, it was that the disarmament problem was so complex that it required considerable study to prepare a plan which could be put into effect when the political atmosphere permitted. He proposed an amendment to replace the third to the eighth paragraphs inclusive of the United Kingdom draft resolution instructing the Commission on Conventional Armaments to continue its work.

Mr. AUSTIN (United States of America) said that two years had elapsed since the General Assembly requested the Security Council to formulate practical measures for the general regulation and reduction of armaments and armed forces. It was significant that in the one and a half years during which the Commission on Conventional Armaments had been in existence, the USSR had not found occasion to submit its proposal for a one-third reduction in the armed forces of the permanent members of the Council. Nine members of the Commission had agreed on principles to govern the regulation and reduction of armaments and armed forces. Those principles had been rejected by the USSR. In the light of those principles, Mr. Austin undertook an examination of the USSR proposal. The majority of the Commission had agreed that disarmament could take place only in an atmosphere of confidence and security and that the conditions essential to security were the implementation of Article 43 of the Charter, the control of atomic energy, and the conclusion of peace settlements with Germany and Japan. The USSR appeared to be unprepared to permit the United Nations to establish an effective armed force. The USSR had not yet accepted the only system of effective enforceable international control of atomic energy found acceptable by the majority. National military requirements for self-preservation could not be determined until the peace settlements with Germany and Japan were determined. Yet the USSR blocked the efforts toward a lasting peace. There could be little confidence and security so long as a permanent member of the Security Council created a threat to peace by imposing a land blockade

désarmement. Même si les grands problèmes politiques qui se posent devant l'Organisation des Nations Unies se trouvaient réglés, la confiance ne reviendra pas tant que persistera l'anarchie qui règne actuellement dans le domaine des armements. Non seulement cette anarchie provoque un sentiment d'insécurité, mais elle est elle-même une cause d'insécurité. Il y a donc là un cercle vicieux. L'orateur reconnaît que, aussi longtemps que l'avenir apparaîtra incertain, il sera tout à fait compréhensible que les Gouvernements des États-Unis d'Amérique et du Royaume-Uni cherchent à augmenter leur potentiel militaire. Il est tout à fait possible que le Gouvernement belge se trouve un jour devant une situation similaire. Néanmoins, M. Rolin demande aux délégations des pays qui réarment de réaffirmer, en dépit des circonstances actuelles, leur désir de désarmement.

M. Rolin ne comprend pas pourquoi on propose d'arrêter les travaux de la Commission des armements de type classique. Si quelque chose est à retenir de l'expérience de la Société des Nations, c'est que le problème du désarmement est si complexe qu'il exige des études considérables pour préparer un plan qui puisse être mis en application quand l'atmosphère politique le permettra. Il propose un amendement pour remplacer les paragraphes 3 à 8 inclus du projet de résolution du Royaume-Uni, amendement qui invite la Commission des armements de type classique à poursuivre ses travaux.

M. AUSTIN (États-Unis d'Amérique) rappelle que deux ans se sont écoulés depuis que l'Assemblée générale a demandé au Conseil de sécurité d'élaborer des mesures pratiques en vue de la réglementation et de la réduction générales des armements et des forces armées. Il est significatif que, depuis dix-huit mois que la Commission des armements de type classique existe, l'URSS n'ait pas trouvé l'occasion de soumettre sa proposition en vue de la réduction d'un tiers des forces armées des membres permanents du Conseil de sécurité. Neuf membres de la Commission se sont trouvés d'accord sur les principes devant régir la réglementation et la réduction des armements et des forces armées. Ces principes ont été repoussés par l'URSS. A la lumière de ces principes, M. Austin entreprend l'examen de la proposition de l'URSS. La majorité de la Commission est d'accord sur le point suivant : le désarmement ne peut avoir lieu que dans une atmosphère de confiance et de sécurité et les conditions essentielles à la sécurité sont la mise en application de l'Article 43 de la Charte, le contrôle de l'énergie atomique et la conclusion de traités de paix avec l'Allemagne et le Japon. L'URSS ne semble pas prête à permettre la création, par l'Organisation des Nations Unies, d'une force armée efficace. L'URSS n'a pas encore accepté le seul système de contrôle international de l'énergie atomique que la majorité ait considéré comme efficace et pratique. Les besoins de chaque pays en matière de défense nationale ne pourront être déterminés tant que les traités de paix avec l'Allemagne et le Japon n'auront pas été conclus. Pourtant, l'URSS crée des obstacles à l'élaboration d'une paix durable. Il ne peut guère y avoir de confiance et de sécurité tant qu'un membre permanent du Conseil de sécurité créera

of Berlin, refused to participate in the efforts of the Security Council to remove such threat, and frustrated the efforts of all the other occupying Powers to achieve a peaceful settlement of the dispute.

The majority of the Commission on Conventional Armaments had considered it essential that an adequate system of safeguards should precede any disarmament but the USSR, both in the field of atomic energy and in that of conventional armaments, steadfastly refused to agree in common with other members to open its territory to representatives of the United Nations so that they might determine whether the agreements were being carried out. Was it conceivable that the Members of the United Nations could disarm while the USSR gave no evidence that it would participate in a control system? The USSR had replied to the majority proposals with a counter-proposal for a system of supervision within the framework of the Security Council and subject to the rule of unanimity. Mr. Austin suggested that the USSR representative had submitted his proposal to the General Assembly rather than to the Commission on Conventional Armaments for the propaganda effect. In this connexion, Mr. Austin cited a resolution of the Sixth Congress of the Communist International as proof that the USSR disarmament proposal submitted to the League of Nations in 1927 had really been intended to demonstrate that disarmament was possible only with the fall of capitalism.

The USSR had for more than a year devoted itself to a "peace offensive" and Mr. Vyshinsky had contrasted the peaceful intentions of the USSR with the alleged warlike attitude of the United States. He had mistranslated the words "technical improvement" as "progress" in order to show the inhumanity of the United States in the question of the atomic bomb. It was interesting that Mr. Vyshinsky had spoken much of the horrors of atomic warfare and had stressed the frightful effects of the ever more powerful atomic bomb, which, he said, the United States was developing. It was strange however that he had laid less emphasis on the horrors of war itself. Mr. Austin considered that the current Marxist teaching in the USSR showed that war was recognized as a legitimate means of achieving a Communist world society. He asked the representative of the USSR to assure the Committee and to follow such assurance with concrete action to demonstrate that those writings did not represent the policy of the USSR Government and that the latter did not regard a conflict with the Western Powers as inevitable.

Among recent publications of the USSR, Mr. Austin cited in particular the *History of the Communist Party of the Soviet Union* which justified war to liberate the people from capitalist slavery. From the *Economy of the USSR during World War II*, published in 1947, and written by the Deputy Premier of the USSR and Chief of the State Planning Commission, he quoted statements that wars against capitalism were

une menace à la paix en imposant le blocus terrestre de Berlin, refusera de participer aux efforts du Conseil de sécurité en vue de dissiper cette menace et fera échec aux efforts des autres Puissances occupantes en vue d'aboutir à un règlement pacifique du différend.

La majorité des membres de la Commission des armements de type classique a reconnu qu'il fallait établir un système approprié de mesures de sécurité avant de procéder à tout désarmement; mais l'URSS, dans le domaine de l'énergie atomique comme dans le domaine des armements de type classique, n'a pas suivi les autres membres, et a obstinément refusé d'ouvrir ses frontières aux représentants de l'Organisation des Nations Unies pour leur permettre de juger si les accords étaient observés. Est-il possible de concevoir que les Membres de l'Organisation des Nations Unies puissent désarmer tandis que l'URSS ne manifeste aucun désir de participer à un système de contrôle? L'URSS a répondu aux propositions présentées par la majorité de la Commission par une contre-proposition visant à établir un système de contrôle dans le cadre du Conseil de sécurité, système qui serait donc soumis à la règle de l'unanimité. M. Austin tend à penser que c'est à des fins de propagande que le représentant de l'URSS a soumis cette proposition à l'Assemblée générale plutôt qu'à la Commission des armements de type classique. A ce sujet, M. Austin cite une résolution du sixième Congrès de l'Internationale communiste pour prouver que la proposition de désarmement présentée par l'URSS à la Société des Nations en 1927 avait pour but réel de démontrer qu'un désarmement n'était possible qu'après l'effondrement du capitalisme.

Depuis plus d'un an, l'URSS se consacre à une « offensive de paix », et M. Vyshinsky oppose les intentions pacifiques de son pays à l'attitude des États-Unis, qu'il qualifie de belliqueuse. Il a faussement interprété les mots « amélioration technique » en les traduisant par « progrès », pour pouvoir montrer que les États-Unis manquaient d'humanité en ce qui concerne la bombe atomique. Il est remarquable que M. Vyshinsky se soit étendu sur les horreurs de la guerre atomique et ait insisté sur la puissance destructrice sans cesse croissante de la bombe atomique que, dit-il, fabriquent les États-Unis. Il est étrange pourtant que M. Vyshinsky ait beaucoup moins insisté sur les horreurs de la guerre elle-même. M. Austin estime que la doctrine marxiste qui a cours en URSS reconnaît dans la guerre un moyen légitime de réaliser une société mondiale communiste. Il demande au représentant de l'URSS de déclarer formellement devant la Commission que cette doctrine ne représente pas la politique de son Gouvernement et que ce dernier ne juge pas inévitable un conflit avec les Puissances occidentales; de plus, M. Austin demande que l'URSS le prouve par ses actes.

M. Austin cite, parmi les publications parues récemment en URSS, *L'histoire du parti communiste de l'Union soviétique*, qui justifie la guerre lorsqu'elle est menée pour libérer les peuples de l'esclavage capitaliste. Dans un rapport publié en 1947 et intitulé *L'économie de l'URSS pendant la deuxième Guerre mondiale*, le Vice-Président du Conseil des ministres de l'URSS et chef de la Commission de planification d'État déclare que

lawful and holy and that war was a product of the capitalist economic system. From *Izvestia* for 22 September 1948, he quoted a statement that capitalism was doomed to destruction but that this could only come about in a fierce class struggle. Only two years previously, the *Literary Gazette* had stated that war should be written about in such a way that the new generation of the USSR would love arms and be ready for battles. In view of all this how could non-Communist Governments fail to experience apprehension?

The past actions of the USSR were hardly more reassuring. The representative of the USSR had indignantly denied that the territory of his country had been extended by any means other than through the freely expressed wishes of the people. But Mr. Austin recalled that the eastern part of Poland had been seized in 1939 by a sudden military offensive after an alliance had been concluded with the Nazi regime. The Baltic States had also requested incorporation in the USSR only after their countries had been occupied by the Red Army.

During the Second World War, in which the Russian people played such a great part in defeating Nazi Germany, a great hope had been kindled throughout the world that the doctrine of class hatred had been abandoned. For a long while, people had clung tenaciously to that hope but events had finally disillusioned them. Developments in the Balkan and Central European States showed that the price of friendship with the USSR was complete subservience to its policies.

Cause for disillusionment and alarm also existed in the Orient as had been shown by the statement of the representative of China. In a resolution adopted by the Sixth World Congress of the Communist International in 1928, a directive had been issued to the Communist Party in China to propagate the idea of the inevitability of a revolutionary mass uprising. That uprising was now in full swing and Chinese Communist forces were seeking by force to destroy the constituted authority of their country. In Korea also hopes for complete independence after the war had been dashed and a resolution of the General Assembly¹ had been ignored by the USSR forces of occupation. In the northern part of the country, a large Communist force was awaiting an opportunity to invade the south.

The States of Western Europe had also been the prey of that new form of aggression and every attempt was being made to ensure that Western Europe should not recover from economic chaos. The Communist parties of those countries, in obedience to orders from a foreign Power, had suddenly ceased to co-operate in the reconstruction programmes and by strikes and curtailed production endeavoured to nullify the effects of United States aid. As an example of the policy of the various national Communist parties,

les guerres menées contre le capitalisme sont légitimes, qu'elles ont un caractère sacré et que d'ailleurs la guerre est un produit du système économique capitaliste. M. Austin cite également un passage du journal *Izvestia* du 22 septembre 1948, selon lequel le capitalisme est condamné mais ne pourra être détruit qu'au cours d'une lutte de classes sans merci. Il y a deux ans à peine, la *Gazette littéraire* affirmait qu'il fallait écrire sur la guerre d'une façon qui induise la jeune génération de l'URSS à aimer les armes et à se préparer au combat. Cela étant, il est tout naturel que les Gouvernements non communistes ressentent de l'apprehension.

La conduite de l'Union soviétique dans le passé n'est guère plus rassurante. Le représentant de l'URSS s'est élevé avec indignation contre ceux qui osent croire que l'expansion de son pays se serait effectuée autrement qu'avec le libre consentement des peuples. Pourtant, rappelle M. Austin, la partie orientale de la Pologne a été acquise en 1939 grâce à une attaque militaire brusquée déclenchée à la suite d'une alliance conclue avec le régime nazi. Les pays baltes n'ont demandé à faire partie de l'URSS qu'après avoir été occupés par l'Armée rouge.

Au cours de la deuxième Guerre mondiale où les Russes ont joué un si grand rôle dans la défaite de l'Allemagne hitlérienne, l'espoir est né dans le monde entier que la doctrine de la haine des classes avait été abandonnée. Pendant longtemps, les gens se sont obstinés dans cet espoir, mais les événements ont fini par dissiper cette illusion. Ce qui s'est passé dans les États balkaniques et en Europe centrale montre que l'URSS met comme prix à son amitié l'asservissement total à sa politique.

Des raisons de désenchantement et d'inquiétude existent également en Orient, ainsi qu'en témoignent les déclarations du représentant de la Chine. Dans une résolution adoptée par le sixième Congrès mondial de l'Internationale communiste en 1928, mission a été donnée au parti communiste en Chine de répandre l'idée qu'un soulèvement de masses, de caractère révolutionnaire, était inévitable. Ce soulèvement est maintenant en plein développement et les forces communistes chinoises cherchent à ruiner l'autorité du gouvernement établi. En Corée également, l'espoir d'arriver à l'indépendance complète après la guerre a été anéanti par les forces d'occupation de l'URSS, qui ont ignoré la résolution de l'Assemblée générale¹. Dans la partie nord de la Corée, d'importantes forces armées communistes attendent le moment favorable pour envahir le sud du pays.

Les États de l'Europe occidentale ont également été victimes de cette nouvelle forme d'agression ; on essaie de toutes les manières de s'opposer à leur rétablissement économique et de les maintenir dans le chaos. Les partis communistes, obéissant aux ordres venus de l'étranger, ont brusquement cessé de collaborer aux programmes de reconstruction et se sont efforcés de neutraliser l'aide des États-Unis, en ayant recours à la grève et en réduisant la production. M. Austin cite, pour illustrer la politique des partis communistes dans

¹ See *Resolutions adopted by the General Assembly during its second session, resolution 112 (II)*.

¹ Voir les *Résolutions adoptées par l'Assemblée Générale pendant sa deuxième session, résolution 112 (II)*.

Mr. Austin cited a statement in the newspaper *Humanité* of 1 October 1948 to the effect that the people of France would never fight the USSR. Apparently, loyalty to the USSR had superseded national loyalty.

Mr. Austin contrasted the policy of the USSR with the principles contained in the Preamble of the United Nations Charter.

Turning aside from the political motives of the USSR, Mr. Austin examined the USSR proposal in relation to world security. He quoted a statement by Secretary of State Marshall of 5 May 1948 in which he had said that when the Charter was signed, the strength of the major Powers in relation to one another had been such that no one of them could safely break the peace if the others stood united in defence of world security. He had added that in existing world circumstances the maintenance of a comparable power relationship was fundamental to world security. The Secretary of State had declared on 1 July 1947 that the United States armed forces had been drastically reduced upon the termination of the war and that no conditions had been attached to their withdrawal from the areas in which they had been so widely deployed. During the same period it had become progressively clearer that the leaders of the USSR were under the serious misconception that different political systems could not live side by side in the international community. The United Nations must dispel that misconception in order to restore the equilibrium of international society necessary to permit the United Nations to function as contemplated at San Francisco. Realizing this need for equilibrium, the United States was co-operating with sixteen European countries in a recovery programme based upon self-help and mutual aid. It was also considering the steps necessary to bring its armed forces up to the minimum level required for international security. The United States now realized that it had disarmed too soon and too fast after the last war. The United States realized that the security of many States, Members of the United Nations, depended upon the strength and will of those States which were prepared to act in support of the world community against aggression.

Until the fear which now prevailed throughout the world was replaced by international confidence and security, not only would disarmament be impossible but the whole field of international relations would be subject to discord. For that reason, Mr. Austin earnestly appealed to the USSR to give evidence of its sincerity and desire for international co-operation.

The United States would support the United Kingdom draft resolution together with that of Syria, both of which were entirely consistent with its own position based on Article 26 of the Charter. The United States believed that the Commission on Conventional Armaments must proceed with its work.

The meeting rose at 1.00 p. m.

les divers pays, une déclaration du journal *l'Humanité* en date du 1^{er} octobre 1948, selon laquelle le peuple de France ne combattrait jamais l'URSS. Il semble que le loyalisme envers l'URSS ait remplacé le loyalisme national.

M. Austin souligne le contraste qui existe entre la politique de l'URSS et les principes inscrits au préambule de la Charte des Nations Unies.

Laissant de côté les principes dont s'inspire l'URSS en matière de politique, M. Austin examine ensuite la proposition de l'URSS en ce qui concerne la sécurité mondiale. Il rappelle que M. Marshall, Secrétaire d'État des États-Unis, déclarait, le 5 mai 1948 que, au moment où la Charte avait été signée, les forces relatives des grandes Puissances étaient telles qu'aucune d'entre ces Puissances n'aurait pu violer impunément la paix si les autres s'étaient unies pour la défense de la sécurité mondiale. M. Marshall ajoutait que dans la conjoncture internationale actuelle, le maintien de l'équilibre des forces est essentiel à la sécurité du monde. Il déclarait également, le 1^{er} juillet 1947, que dès la fin de la guerre, les forces armées des États-Unis avaient été réduites dans des proportions très considérables et sans qu'aucune condition ait été attachée à leur retrait des régions étendues où elles avaient été déployées. Pendant ce temps, il est devenu de plus en plus clair que les dirigeants de l'URSS commettaient l'erreur grave de croire que des systèmes politiques différents ne peuvent subsister côte à côte dans la communauté internationale. L'Organisation des Nations Unies doit s'efforcer de dissiper cette idée erronée, afin de rétablir cet équilibre international, sans lequel elle ne saurait fonctionner comme il a été prévu à San Francisco. Les États-Unis, qui reconnaissent ce besoin d'équilibre, coopèrent avec seize pays d'Europe dans un programme de relèvement qui se fonde sur l'effort que fera chaque nation aussi bien que sur leur aide mutuelle. Ils étudient également les mesures à prendre pour relever leurs forces armées au niveau minimum exigé par la sécurité internationale. Les États-Unis se rendent compte à présent que, après la guerre, ils ont procédé à leur désarmement trop tôt et trop vite. Ils ont compris que la sécurité de nombreux États Membres de l'Organisation des Nations Unies dépend de la force et de la volonté dont feront preuve les nations qui sont disposées à agir pour défendre la communauté mondiale contre l'agression.

Tant que la confiance et la sécurité dans le domaine international n'auront pas remplacé la crainte qui règne actuellement dans le monde, le désarmement restera impossible et l'ensemble des relations internationales sera dominé par la méfiance. Pour cette raison, M. Austin adresse un appel pressant à l'URSS pour qu'elle prouve son désir sincère de voir établir la coopération internationale.

La délégation des États-Unis soutiendra le projet de résolution du Royaume-Uni, ainsi que le projet de résolution présenté par la Syrie, car ils coïncident tous deux avec la position des États-Unis, qui se fonde sur l'Article 26 de la Charte. Les États-Unis estiment que la Commission des armements de type classique doit poursuivre ses travaux.

La séance est levée à 13 heures.